



International Crisis Group a publié un rapport sur la situation sociopolitique au Cameroun ce jeudi 3 décembre 2020.

Selon ce rapport intitulé «*Apaiser les tensions ethniques et politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne*», le Cameroun est à l'épreuve du «*vivre-ensemble*» depuis l'élection présidentielle de 2018.

Deux ans après l'élection présidentielle remportée par le président Biya, ICG estime que le gouvernement doit aujourd'hui relever plusieurs défis : Engager des réformes électorales, interdire la discrimination et travailler avec les entreprises de réseaux sociaux pour juguler les discours de haine.

Selon l'ONG le «*vivre-ensemble*» est à l'épreuve depuis l'élection présidentielle de 2018, menaçant ainsi l'héritage du président Paul Biya sur fond de tensions politiques et ethniques, notamment sur les réseaux sociaux et hors ligne.

Ces tensions sont nées de la rivalité entre le camp du président Paul Biya (Rdpc) et celui de Maurice Kamto (Mrc). L'ancien ministre délégué à la Justice devenu opposant au régime de Yaoundé, n'a toujours pas reconnu la victoire de Biya.

À l'origine, estime ICG, des « désagréments » au sujet des élections, ont occasionné la montée du discours de haine surtout sur Facebook, les invectives à caractère tribal entre les partisans des deux camps opposés.

Dialogue

Aujourd'hui, estime ICG, les fausses nouvelles, marches de contestation et arrestations ont explosé alors que la situation sécuritaire s'est fortement dégradée dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

L'organisation internationale appelle donc les autorités camerounaises et l'opposition extraparlamentaire à définir un cadre de dialogue pour les réformes électorales, institutionnelles et légales afin d'éviter une nouvelle crise.

Autre défi, le renforcement de la communauté nationale pour la promotion du bilinguisme et le multiculturalisme

ICG invite Facebook à allouer plus de ressources pour contrôler la propagation des propos haineux. Et, vérifier un plus grand nombre de pages camerounaises. Le réseau social américain pourrait ainsi aider les partis politiques à mieux encadrer leurs partisans.

Facebook, le réseau social le plus utilisé dans le pays, devrait travailler avec le gouvernement, l'opposition et la société civile pour limiter les contenus incendiaires et la désinformation, peut-on lire dans ce rapport.

Koaci
